

LIBÉRALISER LES ÉCHANGES AVEC L'EUROPE

Recommandation 11

Que le gouvernement du Canada réalise rapidement une étude de cas sur un accord de libre-échange avec l'UE et lance une campagne accrocheuse à la fois au Canada et en Europe pour faire connaître les résultats de cette étude aux principaux décideurs. Dans le cadre de cette campagne de promotion, le gouvernement ne devrait négliger aucun effort pour trouver et mettre en valeur des champions du libre-échange transatlantique.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a mené une étude sur les effets que pourrait avoir l'élimination des droits de douane sur le commerce entre le Canada et l'UE. Le ministre Pettigrew a présenté cette étude au Commissaire européen au commerce, Pascal Lamy, lors de la réunion des ministres du commerce qui s'est tenue en marge du Sommet Canada-UE à Stockholm le 21 juin. Cette étude sur l'élimination des droits de douane ne présente qu'un aspect du dossier. L'étude réalisée n'a pas abordé des domaines stratégiques, tels les obstacles non tarifaires, l'investissement, les services et les règles d'origine, qui exigent une analyse plus poussée. Il faudrait aussi entreprendre un examen approfondi du commerce des produits agricoles. Il conviendrait également d'étudier les effets que pourrait avoir un accord de libre-échange entre le Canada et l'UE sur l'ALENA et sur l'OMC. Cette analyse plus générale – l'argument commercial, en quelque sorte – sera complétée par un processus de consultation du secteur privé, des provinces et des territoires ainsi que des autres parties intéressées afin d'en arriver à un équilibre global des intérêts des Canadiens.

Si d'autres études et consultations devaient indiquer que le Canada a intérêt à conclure un accord de libre-échange avec l'Union européenne, il conviendrait alors d'envisager, comme l'a proposé le Comité, une campagne menée auprès des principaux décideurs européens afin de les amener à appuyer d'éventuelles négociations.

Au moment où le Canada s'efforce d'améliorer ses relations commerciales bilatérales avec l'UE, il cherche activement à rallier des appuis en faveur du lancement de nouvelles négociations commerciales multilatérales.

Recommandation 12

Que le Canada, en collaboration avec les pays ayant les mêmes vues que lui, comme ceux représentés par l'Union européenne, encourage les membres de l'Organisation mondiale du commerce à mener un mode de dialogue plus